

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

### COMMUNE D'ASSEVILLERS

<u>Convocation</u>	L'an deux mil vingt-cinq
Le 16/06/25	Le vingt-trois juin à dix-huit heures trente
<u>Affichage</u>	Le Conseil Municipal légalement convoqué en séance ordinaire
Le 30/06/25	Sous la Présidence de M. JACOB Didier, Maire
<u>Membres</u>	<u>Etaient présents</u> : MM. LANGUE Sylvain, ETEVE Frédéric, CAUET Emilie,
<u>En exercice</u> : 11	LANCEL Christopher et BACHELLEZ J-Michel.
<u>Présents</u> : 06	<u>Etaient excusés</u> : MM GREVIN J-Robert, BEGLIOMINI Tony et LEROY Mathieu.
<u>Absents/Excusés</u> : 05	<u>Etaient absents</u> : MM LEROUGE Patrice et LEROUGE Laurent.
<u>Votants</u> : 06	<u>Secrétaire de séance</u> : M. LANCEL Christopher.

#### **OBJET : Avis du Conseil Municipal sur le deuxième arrêt du projet du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Terre de Picardie.**

M. le Maire informe l'assemblée que lors de la consultation des Communes membres à l'issue de l'arrêt projet, certaines communes ont émis un avis défavorable.

Il explique que lorsque l'une des Communes membres de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) émet un avis défavorable sur les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concerne directement, l'organe délibérant compétent de l'EPCI doit de nouveau délibérer sur le projet de PLUi, conformément à l'article L-153-15 du Code de l'urbanisme.

A ce stade de la procédure, la communauté de Communes ne modifie par le PLU, considérant que certaines réserves et observations pourraient être prises en compte à l'issue de l'enquête publique.

En tant que Commune membre de la Communauté de Communes Terre de Picardie la Commune D'ASSEVILLERS est ainsi invitée à formuler un avis sur le deuxième arrêt du projet de PLUi en date du 12 juin 2025.

A l'échelle du territoire, le projet de PLUi reprend les objectifs et les ambitions que la Commune avait souhaité voir figurer dans son document d'urbanisme.

Il est ainsi demandé au Conseil Municipal d'ASSEVILLERS d'émettre un avis sur le projet arrêté de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-1 à L.5211-6-3 et L.5214-16,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.101-1, L.101-2,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles, L 132-7 à 132-11, L.104-1 à L.104-3, L.151-1 et suivants, L153-11 et suivants, R.123-1 et suivants, R.151-1 et suivants, R.152-1 à R.153-21,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 28 décembre 2018 portant sur l'approbation des statuts de la Communauté de Communes Terre de Picardie,

.../...

.../...

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 30 janvier 2020 de prescription d'élaboration du PLUi précisant les objectifs poursuivis et définissant les modalités de la concertation,

Vu la conférence des maires, prévue aux articles L.151-3 et L.153-8 du Code de l'urbanisme, qui s'est réunie le 01 septembre 2021 pour présenter la démarche de PLUi,

Vu la conférence des maires en date du 18 janvier 2024 présentant le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 18 avril 2024 relative au débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),

Vu la délibération n°2025-007 du Conseil Communautaire en date du 27 février 2025 relative au bilan de la concertation et à l'arrêt du projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi),

Vu la délibération n°2025-019 du Conseil Communautaire en date du 12 juin 2025 relative au deuxième arrêt du projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi),

Considérant qu'en tant que Commune membre de la Communauté de Communes Terre de Picardie, la Commune d'ASSEVILLERS est consultée, pour avis, sur le projet de PLUi,

Considérant qu'à l'échelle du territoire, le projet de PLUi reprend les objectifs et les ambitions que la commune avait souhaité voir figurer dans son document d'urbanisme,

Considérant qu'il semblerait opportun d'apporter certains ajustements portant principalement sur le dispositif réglementaire et les OAP.

Considérant le courrier en date du 27 mars 2025 engageant la Communauté de Communes Terre de Picardie à rectifier le PLUi de manière en prendre en compte les modifications exigées par le conseil municipal ainsi qu'un mail du PETR (service instructeur des dossiers d'urbanisme de la Commune) précisant les modalités de construction en zone Agricole pour les particuliers dont les propriétés sont en totalité ou partiellement classées en zone A.

Après avoir échangé sur le sujet et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune d'ASSEVILLERS, à l'unanimité des présents :

- **ÉMET** un avis **FAVORABLE avec réserves** au deuxième arrêt du projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté par le Conseil communautaire du 12 juin 2025,
- **DEMANDE** que les modifications suivantes soient prises en compte conformément aux engagements susdits :
  - ✓ L'emplacement réservé, rue Traversière doit être supprimer,
  - ✓ L'orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) proposé sur la Commune doit être supprimée. Les parcelles AB n°174, AB n°175, AB n°176 et une partie de la parcelle AB n°177 doivent être classées en zone A. Les parcelles AB n°312 et AB n°314, ainsi que la partie de la parcelle AB n°177 en bordure de la rue Traversière doivent être classées en zone UBd,
  - ✓ La zone UBd de la parcelle ZI n°1 doit être réduite et se limiter au bâti et jardin,

.../...

- ✓ Les parcelles ZI n°2 et ZI n°3 doivent être classées en UBd le long de la RD4164,
- ✓ La parcelle ZI n°38 sur laquelle est édifiée une maison doit être intégrée à la zone UBd (au lieu de la zone N),
- ✓ Les constructions d'annexes de type abri de jardin, serre, garage, etc... doivent être possibles (*sous conditions d'une emprise cumulée de 50M<sup>2</sup>*) en fonds de jardin engazonnés et arborés, sur des parcelles classées en zone A, lorsqu'elles sont attenantes à une propriété classée en zone UBd, ce qui est le cas pour la parcelle ZM n°42 attenante aux parcelles ZM n°41 et ZM n°43 (jardin de plaisance) ainsi que la parcelle ZM n°23 attenante à la parcelle ZM n°40.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures.

Pour extrait conforme,

Le Maire,

M. JACOB Didier.